

Avignon, le 12 août 2004

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

O B J E T : Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement.

Inspection du 29 juin 2004.

SAS CONSERVES DE PROVENCE – LE CABANON
Chemin de Piolenc - B.P. n°6
84850 CAMARET SUR AYGUES

N°641238

Résumé

Suite à l'inspection menée le 29 juin 2004 de l'établissement de CAMARET SUR AYGUES des CONSERVES DE PROVENCE - LE CABANON, il s'avère que l'exploitant n'a pas pu nous présenter l'étude de diminution de ses rejets d'eaux de refroidissement, exigible en application de son arrêté préfectoral d'autorisation. Aussi, nous proposons au Préfet de Vaucluse une mise en demeure de l'industriel sur ce point.

Inspection du 29 juin 2004

Les thèmes de l'inspection ont porté sur :

- les rejets aqueux « process »,
- les eaux de refroidissement,
- le suivi de la nappe,
- le contrôle bruit.

Le courrier ci-joint en date du 30 juin 2004 a été adressé à l'exploitant ; il fait le point sur les différents sujets examinés.

Eléments complémentaires

- A l'initiative du Maire de Camaret, responsable du bon fonctionnement de la STEP de Camaret, qui traite (après prétraitement) les eaux de process du Cabanon, une réunion avant le démarrage de la campagne de tomates s'est tenue en Mairie le 20 juillet ; la nécessité d'une information prévisionnelle entre les exploitants SDEI - LE CABANON, a été rappelée.
- LE CABANON a confirmé le tonnage limité prévu de la campagne de tomates : 60 000 tonnes et l'arrêt de la fabrication des tomates pelées (atelier gros émetteur de DCO).

Une prochaine réunion en Mairie est programmée le 02 septembre.

- Sur le plan économique, la reprise de la coopérative par la société chinoise CHALKIS, s'est accompagnée de mesures drastiques (vente du deuxième site du Gard - limitation des tonnages traités) et la nouvelle société est toujours en recherche d'un équilibre financier stable (entretien le 29 juin avec M. LATOUR, Directeur du site).

Proposition de mise en demeure

L'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 1999 réglementant le site du CABANON à CAMARET prévoit dans son article **6.5.6** : **Eaux de refroidissement** :

« Les eaux de refroidissement sont en partie recyclées ; une étude technico-économique en vue d'une mise en circuit fermé des eaux de refroidissement de la récupération des condensats, sera menée sous un an : l'objectif est de diminuer le rejet de ces eaux, qui est de 7 200 m³/j, de 50 % sous 4 ans et de 80 % sous 7 ans ».

Lors de l'inspection du 05 août 2003, nous avons déjà rappelé à l'exploitant cette obligation ; un cahier des charges de l'étude a été établi, mais celle-ci n'a pu être menée pour des raisons de difficultés financières.

L'échéance de diminution des rejets d'eaux de refroidissement de 50 % arrive en octobre 2004 ; aussi, nous proposons de mettre en demeure l'industriel de fournir cette étude sous trois mois.

Ci-joint projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'industriel a été informé de cette proposition par notre courrier du 30 juin.

Vu le contexte et la situation financière de cet établissement, il apparaît opportun de lui adresser le projet d'arrêté pour information et observations éventuelles avant de lui signifier officiellement.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse - Bureau de l'Environnement -.

L'Inspecteur des Installations Classées,